



Déclaration liminaire de l'UNSA-Éducation

CA extraordinaire de l'AEFE du 15 octobre

Éduquer en période épidémique est un véritable marathon.

Les organismes fatiguent logiquement après plusieurs mois de confinement total ou partiel et malgré la mobilisation de moyens médicaux et scientifiques sans précédents à l'échelle mondiale, la ligne d'arrivée semble encore loin pour notre réseau AEFE. On a coutume de dire qu'une course se gagne ou se perd dans la tête. C'est particulièrement vrai dans le champ éducatif puisque la transmission des savoirs et des compétences reposent sur la mobilisation de ressources mentales et intellectuelles.

Nos collègues sur le terrain ne lâchent rien. Ils veulent remporter avec leurs élèves ce marathon éducatif.

Mais on sent poindre néanmoins une logique fatigue, celle ressentie face à une épidémie vélocité qui frappe dans de nombreux pays sous forme de deuxième vague et qui ne donne pas forcément de signes d'affaiblissement. La rentrée a été difficile dans de nombreux endroits.

Dans ce contexte qui appelle de la solidarité et du soutien, nous sommes inquiets, voire choqués par certaines mesures de recadrage voir de suspension prises par l'agence à l'encontre de cadres d'établissement et que nous trouvons injustifiées si ce n'est par la complaisance à l'égard de parents influents et bien en cour.

La mise en place dans l'urgence de l'enseignement à distance et du télétravail peuvent provoquer une petite révolution s'ils sont bien menés et accompagnés.

Soutenir les personnels, c'est pour l'UNSA-Éducation demander une réflexion sur les calendriers scolaires et sur la manière dont l'enseignement présentiel et distanciel vont se combiner dans le temps. Les établissements ont pour nous besoin d'un cadre flexible pour l'ensemble de la communauté scolaire. Cela signifie par exemple de permettre un enseignement hybride pendant que certains personnels sont en quarantaine.

Au plan du soutien budgétaire les 150 millions d'euros sont mieux qu'un simple ravitaillement en cours de course. Ils tombent à point nommé comme apport énergisant.

La logique de leur distribution est inclusive et généreuse pour qu'aucune famille en grande difficulté, qu'elle soit étrangère ou nationale, ne soit oubliée, pour qu'aucun établissement, quel que soit son statut, ne sombre et ne mette la clé sous la porte. Tout est fait pour qu'il n'y ait pas de récession éducative dans le réseau AEFÉ malgré la récession économique qui frappe.

Pour autant notre rôle de représentants des personnels est de regarder dans le détail et, si vous nous permettez cette expression, de fouiller au fond de la musette du ravitaillement. Satisfaction face au plan d'urgence certes oui, béatitude certes non.

Notre attitude vis-à-vis du plan de soutien et du fond d'aide est de demander plus d'autonomie et moins de formalisme.

La formulation actuelle des projets de délibérations nous fait craindre qu'il ne soit possible de rembourser les frais déjà réalisés en matière de formation des enseignants, d'achats d'équipements informatiques ou de remboursement des heures supplémentaires engagées au 3eme trimestre,

Nous redoutons que le formalisme entourant le déploiement du plan d'urgence conduise parfois à empêcher l'aide locale de familles en difficultés. Nous aurons besoin de précisions en cours de débat sur ces points.

Nous sommes avant tout attachés à l'autonomie des établissements pour l'utilisation de l'aide au plus près des besoins.

Nous pensons que cette philosophie qui donne à l'État le rôle de dernier rempart financier en cas de crise et aux établissements celui de premier recours éducatif de terrain est capable de diffuser de la confiance largement. C'est de cette confiance dont nos marathoniens ont besoin sur le terrain, c'est cette confiance qui permettra de passer au travers de l'épidémie en contenant ses dégâts.